

# LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.199 - QUARANTIÈME ANNÉE - MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 0.50  
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.  
Les insertions sont exclusivement reçues  
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux  
A Paris : A l'agence Havas, 6, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard  
et Basses-Alpes..... 6 Mo 8 Mo Un An  
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 12 fr. 24 fr.  
Étranger (Union postale)..... 6 fr. 12 fr. 24 fr.  
Les Abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois  
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

Très prochainement

LE PETIT PROVENÇAL

publiera

Le Mystère  
de la Maison d'Arteuil

grand roman dramatique

Par M. MAURICE D'ASSEROY

Conversations  
diplomatiques

Le gouvernement des Etats-Unis continue d'éclaircir des notes avec le gouvernement austro-hongrois à propos de l'affaire de l'Ancona. La réponse de Vienne à la demande d'explications de Washington n'ayant pas été jugée satisfaisante, M. Lansing, d'accord avec le président Wilson, fait envoyer une nouvelle note où l'on verra bien que les Américains ne sont pas contents... Le baron Burian fera à cette nouvelle note une nouvelle réponse évasive. Et la conversation diplomatique pourra se poursuivre ainsi très tranquillement tandis que, sur toutes les mers où ils ont accès, les pirates-assassins de la marine autrichienne continueront, avec les pirates-assassins de la marine allemande, leur sinistre besogne de ruine et de mort.

C'est ainsi, on le sait, que les choses se sont passées entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Grande indignation de l'autre côté de l'Atlantique dès qu'il avait été connue la lamentable affaire de la Lusitania : il semblait que l'on allait venger sur l'heure ceux des citoyens américains qui avaient si horriblement succombé sous les coups des pirates-assassins de l'amiral von Tirpitz. Mais cette grande indignation ne se traduisit qu'en un flot de protestations écrites. Washington demanda des explications et Berlin répondit, non sans avoir pris tout le temps voulu, et même un peu plus qu'on n'avait supposé nécessaire, pour rédiger la réponse. Les notes américaines et les réponses allemandes se succédèrent durant plusieurs semaines sans apporter de solution véritable aux difficultés. Et la même comédie recommença au lendemain de chaque nouvel attentat commis par les pirates-assassins de la marine germanique.

La leçon a naturellement servi à l'Autriche-Hongrie. Lorsque le gouvernement austro-hongrois reçut la note américaine protestant contre le coulage de l'Ancona, il jugea qu'il n'y avait pas lieu de s'enamourer. La diplomatie de Vienne suivit fidèlement l'exemple de la diplomatie de Berlin : elle allait s'appliquer à répondre à des formules platoniques par d'autres formules platoniques. Et l'on s'efforçait de faire durer la conversation...

C'est évidemment dans cet esprit que fut rédigée la réponse où, jouant la naïveté pour ne pas dire l'ignorance, le baron Burian affectait de ne pas s'expliquer la colère du gouvernement fédéral. Les Etats-Unis avaient réclamé la punition du commandant du sous-marin, c'est-à-dire du chef de la bande qui s'était rendue coupable du crime, en même temps que des réparations pour les pertes de vies humaines. Les ces trop légitimes et trop modestes réclamations, le baron Burian n'a répondu ni oui ni non.

Il sollicite lui-même des explications susceptibles d'éclaircir la note américaine... Il demande sur quelles bases juridiques s'appuient les exigences des Etats-Unis. Il estime que l'on est dans une « note insolite » et souhaite — le bon apôtre ! — que l'on entre dans le chemin de la légalité. Au nom du gouvernement austro-hongrois, il demande au Cabinet de Washington « de formuler les articles spéciaux de droit contre lesquels le commandant du sous-marin a agi lors du coulage de l'Ancona ». En d'autres termes, il se réfugie dans le maquis de la procédure.

Il serait aisé de l'en sortir pour peu qu'on en eût la volonté à la Maison Blanche. Les gouvernements d'Autriche-Hongrie font semblant de ne pas savoir de quoi il s'agit. Ils jouent la surprise devant l'indignation des Américains. Ils affectent hypocritement de ne point comprendre. Vous ne comprenez pas ? On vous appelle assassins et l'on vous demande compte de vos crimes. Cela est pourtant fort clair.

Cela le serait davantage encore si le gouvernement fédéral se montrait vraiment résolu à ne pas permettre au baron Burian et à ses scribes de se dérober à ce débat comme le fient déjà en pareille occasion leurs maîtres de Berlin. Les criminels se résignent rarement à l'humiliation de leurs aveux et il ne faut donc point compter que Vienne fasse amende honorable de son propre gré. Mais ici le crime est patent et les témoignages les plus irrécusables portent contre les pirates-assassins de l'Ancona, et par-dessus leurs têtes contre le gouvernement responsable d'Autriche-Hongrie, la plus formelle des accusations.

Le gouvernement des Etats-Unis se

trouve donc sur un terrain extrêmement solide : à lui de montrer s'il est décidé à arrêter une fois pour toutes la criminelle audace des forbans ou bien s'il est simplement désireux, tandis que le président Wilson savoure les délices de son voyage de noces, d'amuser la galerie par un nouvel et interminable échange de notes diplomatiques qui malheureusement n'empêcheront pas les pirates-assassins de poursuivre la série de leurs innombrables exploits.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE

Ordre du Ministre

Le 13 décembre, le général Galliéni adressait aux chefs de corps le télégramme que voici :

Ministre décide que permissions quatre jours, sans délai de route ni gratuité voyage, seront accordées dans la plus large mesure possible compatible avec nécessités service, à militaires zone intérieure dans période comprise entre 20 décembre et 10 janvier. Chefs de corps et services répartiront permissions en séries de manière que service n'en souffre pas. Ces permissions sont indépendantes de celles prévues circulaire 23 octobre.

Voici qui est parfaitement net et catégorique. Or, dans certaine ville pas très éloignée de Marseille, M. le médecin chef de la Place n'avait pas plutôt connaissance de cette décision qu'il faisait connaître officiellement aux hommes placés sous ses ordres, et susceptibles de réclamer le bénéfice de la mesure ministérielle, son intention de n'octroyer que des permissions de 48 heures au maximum.

Que l'on déduise de ces 48 heures le temps du voyage tant pour aller que pour le retour, et l'on voit ce qu'il reste de la permission généralement octroyée par M. le médecin chef.

Quel prétexte invoque cet honorable officier pour priver ses subordonnés d'aller passer les fêtes dans leur famille ? Les nécessités du service. Or il est notoire que les auxiliaires qui sont sous le coup de M. le médecin chef pourraient bénéficier de la paternelle mesure du ministre sans que le service en souffre. Mais ce n'est pas là une considération suffisante sans doute. Le ministre dit « ou ! », M. le médecin chef dit « non », voilà tout.

Quand le ministre de la Guerre a rédigé sa dépêche et qu'il y a glissé cette restriction nécessaire : « compatible avec les nécessités du service », son intention, assurément, n'était pas d'ouvrir la porte à la fantaisie arbitraire de ceux qui exécuteraient ses ordres.

Et l'on ne permettra de regretter que ce ne soit pas la dernière proposition qui, dans l'esprit du médecin chef, l'ait emporté sur l'autre.

ANDRÉ NEGIS

La Question des Munitions à la Chambre des Communes

Le discours de M. Lloyd George

Londres, 21 Décembre.  
M. Lloyd George a prononcé, hier, à la Chambre des Communes, un important discours sur la question des munitions.

M. Lloyd George a dit notamment :  
« C'est au développement des arts mécaniques que les Allemands ont dû leur succès au début de cette guerre. Le problème de la victoire consiste à faire en sorte que la supériorité des puissances centrales, en cette matière, ne soit que temporaire. Le seul point où les Alliés jouissent de cette supériorité mécanique, est la Marine. Leur supériorité est ébranlée. La machine remplace l'homme. Ce que l'on économise en machine, on le perd en vies humaines. »

M. Lloyd George expose le travail exécuté par le ministère des Munitions.  
En mai, dit-il, tandis que l'Allemagne produisait journellement 250.000 obus, explosifs pour le plus part, nous ne produisions que 2.500 obus explosifs et 18.000 shrapnells.

M. Lloyd George donne des détails sur les mesures prises pour accélérer la production des munitions. Il signale l'achat par l'Etat de machines en Amérique, la constitution d'un comité des machines à feu, qui permet de fabriquer pendant de nombreux mois, non seulement pour les besoins des Alliés, mais aussi pour ceux des Allemands.

M. Lloyd George fait aussi prévoir la fabrication de nombreux canons du plus fort calibre.

Depuis le mois de juin, dit-il, la fabrication des mitrailleuses a été quintuplée, et l'année prochaine elle grandira encore et nous serons en état de faire face à tous nos besoins.

Après-Matimes. — En 1915 : stock, 11.369 ; récolte, 40.740. En 1914 : stock, 4.465 ; récolte, 62.034 hectolitres.  
Bouches-du-Rhône. — En 1915 : stock, 239.824 hectolitres ; récolte, 132.555. En 1914 : stock, 100.521 ; récolte, 1.136.387 hectolitres.  
Var. — En 1915 : stock, 143.158 ; récolte, 100.638. En 1914 : stock, 45.903 ; récolte, 1 million 942.305 hectolitres.

507<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

## Communiqué officiel

Paris, 21 Décembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

La canonnade s'est ralentie sensiblement au cours de la nuit.

En Artois, au nord-ouest de la cote 140, les Allemands ont fait exploser en avant de nos tranchées une mine qui n'a causé aucun dégât, nous avons occupé le bord de l'entonnoir.

Entre la Somme et l'Aisne, quelques combats de patrouilles. Dans la région de Lihons, une patrouille ennemie, prise sous notre feu, s'est enfuie laissant entre nos mains quelques blessés.

Sur le plateau de Sainte-Léocade, au sud de Moulin-sous-Touvent, nos canons de tranchée ont démoli un poste allemand.

En Lorraine, quelques tirs heureux de notre artillerie sur Aboncourt et Blamont, où des mouvements de troupes étaient signalés.



Dans les Vosges : Nos Sénégalais au repos  
Ils fourbissent leurs armes en vue d'une inspection prochaine

diverses localités pour la fabrication des explosifs les plus puissants.

Nous pourrions subvenir à nos propres besoins, tout en continuant, comme nous le faisons aujourd'hui, à fournir des quantités considérables à nos alliés qui en manqueraient.

Le ministre a effectué de grandes économies. Le prix des obus pesant dix-huit livres a été réduit de 40 %, et celui des projectiles pour mortiers de 115 millimètres a baissé de 30 %.

Il est trop tôt pour parler de surplus : limiter la production serait la pire des économies. Ce qu'on épargnerait en argent, on le gaspillerait en vies humaines. Jamais nous n'en aurons assez, tant que nous n'aurons pas les moyens suffisants pour pratiquer de vive force la trouée qui conduira à la victoire, et cette victoire elle dépend aujourd'hui des syndicats travaillistes.

M. Lloyd George, adresse un émouvant appel aux travailleurs, les exhortant à suspendre l'application des règlements trades-unionnistes, qui ont pour objet de limiter la production et surtout les règlements qui visent l'emploi des travailleurs non expérimentés, car la victoire est à ce prix.

Il faut que les ouvriers non expérimentés puissent aborder un travail qui, en temps ordinaire, est le monopole des ouvriers de métier. Si cela n'a pas été fait, cela tient à ce que le gouvernement a promis de limiter les bénéfices des patrons. Parmi les ouvriers eux-mêmes dans chaque ville, dans chaque section, il y a eu lutte. On ne voulait pas renoncer à l'application de règlements des Trades-Union, et de côté des patrons on voulait d'une part limiter les bénéfices et de l'autre augmenter le surmarchandage, et alors on se sentait dans une impasse.

En l'absence de loi, dans ces circonstances la seule corde qui vibrait est celle du patriotisme. L'incombe au patron de se mettre en mesure d'employer la Trade-Union de sa localité, et d'accepter l'emploi d'ouvriers non expérimentés. Tant que les patrons ne le feront pas, le gouvernement ne pourra pas appliquer la loi des munitions.

La victoire est à ce prix. Des centaines de mille existences précieuses en dépendent. La question est de savoir si nous allons obtenir un triomphe dans l'espace d'une année, ou si nous allons voir la guerre pour suivre longtemps sa course ensanglantée.

Le travailleur seul peut fournir la réponse : Quelle ne soit pas trop tardive, car d'elle dépend le sort de cette guerre.

Que le travailleur ne soit pas trop lent à agir ici, trop lent à arriver là, trop lent à aboutir à cette décision, trop lent à lancer cette entreprise, trop lent à se préparer.

Trop tard, c'est le mot fatal, le spectre moqueur qui a suivi pas à pas les Alliés dans leur marche et si nous ne pressons pas nos mouvements, la malédiction tombera sur la cause sacrée pour laquelle tant d'existences vaillantes se sont sacrifiées sans compter.

Vous, patrons, vous, ouvriers, n'ayez pas les mots trop tard gravés au fronton de vos usines, j'en appelle à vous !

La Récolte des Vins en France

Paris, 21 Décembre.

Le Journal Officiel publie ce matin le relevé de la récolte des vins en France (stocks et récolte). Voici les chiffres de 1915 comparés à ceux de 1914 :

Stocks existants fin 1914 : 1915, 6.972.135 hectolitres ; 1914, 5.719.546 hectolitres. Récolte : 1915, 18.100.790 hectolitres ; 1914, 56.134.159 hectolitres. Total, 1915, 25.072.925 hectolitres ; 1914, 61.853.705 hectolitres.  
Alpes-Maritimes. — En 1915 : stock, 11.369 ; récolte, 40.740. En 1914 : stock, 4.465 ; récolte, 62.034 hectolitres.  
Bouches-du-Rhône. — En 1915 : stock, 239.824 hectolitres ; récolte, 132.555. En 1914 : stock, 100.521 ; récolte, 1.136.387 hectolitres.  
Var. — En 1915 : stock, 143.158 ; récolte, 100.638. En 1914 : stock, 45.903 ; récolte, 1 million 942.305 hectolitres.

IL Y A UN AN

Mardi 22 Décembre

Les Alliés gagnent du terrain et progressent à Westende (nord-est de Nieuport), Steenstraete-Dizschotte (nord-ouest d'Ypres), Givenchy-les-Bains, dans la région La Bassée-Béthune, au nord et au sud d'Arras, de Perthes-les-Turpins, dans le bois de la Grappe (Argonne), bombardement d'Armentières, canonnade autour d'Amiens, sur l'Aisne et en Champagne.

En Pologne, concentration allemande entre la Vistule et la Pilzta, en vue de traverser la Bzura et la Rawka dans les districts de Mistrzowice et de Bolimow, contre Skierniewice, l'ennemi est repoussé avec de fortes pertes ; combats acharnés sur les deux rives de la Pilzta, à Ecerzow, à Rofkoyawiska et à Opoczno-Tomaszow où les Allemands sont repoussés de toutes parts.

En Galicie, autour de Cracovie : 5.000 prisonniers allemands (66 officiers), 3 canons, 10 mitrailleuses. Dans les Karpathes, 1.000 prisonniers allemands (55 officiers). Serbes et Monténégrins marchent sur Sarajevo.

Dans la mer Méditerranée, bombardement d'Alexandrette (Syrie) et du chemin de fer de Bagdad par un torpilleur russe. En Asie Mineure, chars et troupes turques se joignent aux Russes pour échapper à la tyrannie turque.

En Hongrie, manifestations populaires tchèques contre la guerre.

A Paris, rentrée du Parlement ; discours de M. Viviani, qui proclame : « La France tra jusqu'au bout, ayant la certitude de la victoire, pour le Droit contre la Force. »

Les Allemands croient pouvoir en finir

Ils espèrent obtenir la paix qu'ils désirent par une double action contre Calais et contre l'Egypte.

Rome, 21 Décembre.

De divers renseignements, il résulte que les Allemands seraient actuellement en train de préparer une double offensive : Une contre Calais, l'autre contre l'Egypte. Dans la pensée des Allemands, elle devrait avoir comme résultats, si elle réussit, de terminer promptement la guerre en obligeant les Alliés à capituler.

Evidemment, les Allemands ne doutent de rien, et prennent leurs désirs pour la réalité.

La mission de la Paix

Elle reçoit en Norvège un accueil plutôt froid

Christiania, 21 Décembre.

La mission Ford, partie d'Amérique il y a quelques jours, est arrivée le 19 à Christiania, où elle a rencontré un accueil assez réservé. La mission s'est rendue ensuite à Christiania, où elle a donné quelques conférences devant un auditoire restreint. Il n'y a eu aucune réception officielle des pacifistes.

## LA GUERRE

Nos ennemis seraient décidés à nous attaquer à Salonique

Que va faire la Grèce ?

Dans les Flandres les Allemands prépareraient une offensive

Paris, 21 Décembre.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

Le Conseil a chargé M. Denys Cochin, d'accord avec M. Clémentel, ministre du Commerce, et M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux Munitions, de procéder à une étude sur l'état présent et le développement de l'industrie chimique en France.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 21 Décembre.

La force morale est un des éléments essentiels de la puissance des combattants. Le meilleur des armements ne vaut guère entre les mains des soldats sans foi et sans enthousiasme. Nous avons, après un an et demi de guerre, complété notre matériel, jusqu'ici, le moral admirable de nos soldats s'est maintenu aussi haut qu'aux premiers jours.

Tandis que nous intensifions de plus en plus notre production industrielle en vue de la guerre, nous devons parallèlement veiller avec un soin jaloux à reconnaître de nos ennemis, dans le cœur de nos poitrins, le sentiment de confiance et la volonté qui font les héros.

Pour cela, il faut leur éviter tout ce qui ressemble à une injustice ou à d'inutiles tracasseries, ou encore tout ce qui pourrait leur faire supposer des négligences.

Le matériel déficieux dont ont été faites les distributions d'effets d'hiver a été fautive, mais il convient de veiller surtout à ce que les permissions soient accordées d'après une règle absolument équitable.

Les plaintes qui nous arrivent de divers côtés, prouvent malheureusement qu'il n'est pas possible, dans le cœur de nos poitrins, le sentiment de confiance et la volonté qui font les héros.

Les opérations militaires se bornent à des actions d'artillerie très vives sur le front occidental et à une activité de plus en plus grande de services de reconnaissance aériens. Tout ceci renforce l'opinion que j'ai déjà exprimée, d'opérations probables.

Attendez avec confiance l'offensive des Boches.

Maintenant que les élections de Grèce ont eu lieu, il faut s'attendre à l'attaque de nos forces à Salonique et à l'évacuation de la Fortino. Le roi Constantin est intervenu, dit-on, pour empêcher que les Bulgares et les Turcs ne pénètrent pas dans son royaume. Nous verrons le cas que son impérial beaufré fait de ses prières. Il ne serait pas étonnant que la Grèce n'ait à se repentir bientôt de son attitude.

Les soldats du roi Ferdinand auraient, paraît-il, molesté des citoyens américains à Monastir, et bafoué le consul des Etats-Unis. Le président Wilson aura l'occasion d'envoyer une nouvelle note.

MARIEU RICHARD.

SUR NOTRE FRONT

Dans les Flandres

Communiqué officiel anglais

Londres, 21 Décembre.

Voici le communiqué du front occidental britannique du 20 décembre, 21 heures :

Aujourd'hui, nous avons canonné plusieurs parties des tranchées allemandes en face des secteurs central et méridional de notre ligne.

Après-midi, l'artillerie allemande a bombardé avec violence Ypres et Saint-Jean ; elle s'est également montrée active au cours de la journée contre notre front et nos tranchées de soutien au sud-est d'Ypres. Nous avons riposté en canonnant les tranchées avancées des Allemands, ainsi que Zoonebeker, Zandvoorde, Ghelvelit, Tonbrielen.

De Matin, de bonne heure, près des carrières au nord-ouest de Houthulst, les Allemands ont attaqué nos tranchées à coup de grenades. Nous avons repoussé leur attaque.

Les aviateurs allemands ont manifesté, hier, une grande activité s'efforçant d'empêcher les reconnaissances de nos avions ; ils n'y ont pas réussi.

Au cours de la journée, il y a eu quarante quatre combats aériens ; nous avons abattu deux avions ennemis que nous avons fait tomber en arrière des lignes allemandes, violemment, avec des avaries sérieuses.

Un de nos avions manque.

L'offensive allemande

On la prévoit au sud de Dixmude

Londres, 21 Décembre.

Le collaborateur militaire du Belgeische Standard écrit ce matin :  
Il y a quelques semaines, nous avons fait entrevoir que les Allemands faisaient des préparatifs au sud de Dixmude, en vue d'une prochaine action. Nous ajoutons que nous ne nous attendions à rien avant que l'expédition dans les Balkans ait pris fin. Ceci est maintenant arrivé à son terme.  
Les autres fronts sont donc exposés à recevoir le coup de bélier annoncé par les Allemands.  
Sur le front russe, plus rien ne peut être attendu. L'hiver y est trop rigoureux pour une tentative allemande éventuelle ne peut être dirigée que contre notre front.  
Nous plaçons cette tentative d'offensive sur

le front belge, d'abord parce que depuis la bataille de l'Yser, le front belge n'a eu à subir aucune attaque, et que toutes leurs attaques tant sur Ypres qu'en Champagne et en Argonne échouèrent, ensuite parce que les bruits de grands transports de troupes concentrées en Belgique derrière notre propre front sont confirmés.

Si les Allemands ont vraiment dans l'idée de tenter une attaque contre le front occidental, et si, enivré par leurs derniers succès, ils ne prennent en considération ni la situation du terrain, ni les inépuisables ressources de la Belgique, nous pouvons avoir la conviction que cette attaque aura lieu au sud de Dixmude.

Depuis quelques jours, nous constatons que de violents duels d'artillerie se livrent dans cette région, ce qui est l'indice des nouvelles intentions de l'ennemi, lequel se prépare à l'exécution d'un plan, tandis que les canons font le travail préparatoire.

Déjà, en avril-mai, les journaux allemands ne s'en cachaient pas, que la région entre Dixmude et Ypres semblait accessible et favorable à une attaque parce que dans cette région le front est occupé par trois états, et que par suite de cette circonstance, le commandement des armées en aurait eu à souffrir, mais à leur désavantage les épreuves d'un échec formidables, qui les attend encore cette fois s'ils osent passer à l'offensive.

LA GUERRE EN ORIENT

Dans les Balkans

L'attitude de la Grèce

La Grèce autoriserait nos ennemis à traverser son territoire

Paris, 21 Décembre.

Le correspondant du « Journal » à Salonique, qui avait dit que l'offensive germano-bulgare suivrait de près les élections, annonce aujourd'hui qu'à la suite d'arrangements, la Grèce reconnaît qu'elle ne peut refuser à nos ennemis les facilités qu'elle nous a concédées et que les premières reconnaissances autrichiennes sont signalées sur la frontière, en même temps que le service est rétabli entre Velds et Sofia et que l'Allemagne pourra amener ainsi contre nous, si la Grèce l'y autorise, des renforts tures, du matériel et des munitions.

Les renforts continuent à débarquer sans cesse à Salonique, mais il faudrait plusieurs mois pour amener des renforts suffisants.

Les événements ont influencé le roi de Grèce

Athènes, 21 Décembre.

L'arrêt de l'armée germano-bulgare sur le seuil de la Grèce est une preuve suffisante que, tout au moins pour le moment, les Allemands sont en nombre insuffisant, et, d'autre part, l'arrivée de nos renforts est régulière. Ainsi, ce facteur est favorable, et on peut dire qu'il sera durable. D'autres facteurs permanents, nous ont influencés la Grèce, sont les nouvelles données par le ministre grec à Berlin sur la mauvaise situation à l'intérieur et les émeutes réelles violentes qui ont eu lieu devant le Reichstag. Le roi est également influencé par les avis de Constantinople, qui sont défavorables pour les Allemands.

Les Grecs ont aussi le sentiment que les Bulgares sont partis pour la revanche, aussi croient-ils qu'après une courte halte, ils passeront la frontière.

Pour la première fois, l'opinion publique en Grèce a commencé à se manifester au sujet de cette éventualité. Le général commandant les corps d'armée dans toute l'étendue du pays ont informé le gouvernement de l'état d'excitation qui règne parmi les soldats. Des collisions aux frontières ont déjà eu lieu entre Grecs et Bulgares.

Quinze navires ont transporté avant-hier les troupes grecques de Guergheli à Cavalla, où la nouvelle-garde armée grecque se trouve sur le flanc des Bulgares. Cela n'est peut-être pas sans influence sur l'arrêt actuel des Allemands et des Bulgares. Néanmoins, les Bulgares sont moralement forcés de faire une poussée en avant, et si nos troupes peuvent supporter l'attaque pendant les dix premiers jours, il n'est peut-être pas exagéré de dire que tout ira bien et que la situation balkano-turque sera sensiblement améliorée.

Un heureux présage est l'arrivée continue de renforts à Salonique.

En ce qui concerne la politique intérieure en Grèce, un fait vraiment important est que des démarches ont été faites par le prince Nicolas pour amener



prochement entre le roi et M. Venizelos.  
**Accident de frontière de Moritz**  
Athènes, 21 Décembre.  
En suite des bruits persistants d'une guerre entre Grecs et Bulgares à Moritz, un coup de main bulgare, le gouvernement annonce qu'il y a eu une action en territoire albanais; les pertes se bornent à des blessés des deux côtés. Il n'y a pas eu de tués.  
L'ordre est rétabli. Une enquête est ouverte.

**Un important Conseil de Cabinet s'est tenu à Athènes**  
Londres, 21 Décembre.  
On mande d'Athènes au Daily Mail : Un important Conseil de Cabinet a été exclusivement consacré, hier, à l'examen de la situation extérieure.

Le ministre de la Guerre, après une conférence avec le général Bousmanis, chef d'état-major, et le colonel Pallas, a annoncé que les derniers accords avec le général Sarrail venaient d'être conclus à la satisfaction commune des Alliés et des Grecs.  
Le ministre a ajouté que le retrait des troupes grecques s'était achevé sans porter atteinte à la défense de la Grèce. Seule, la 11<sup>e</sup> division de Salonique, n'y a donc pas à redouter d'incident.  
On annonce officiellement que l'idée de la coopération des Allemands et des Turcs en Macédoine est fantaisiste, sinon malveillante. On dit que si les Allemands décident de poursuivre les Alliés sur le sol hellène, ils le feront en n'employant que leurs propres troupes.

D'autre part, on rapporte cependant avec insistance dans les cercles bien informés que les Allemands s'ajouteraient au moins des Turcs, sinon des Bulgares.  
Genève, 21 Décembre.  
Le correspondant de la Deutsche Tageszeitung télégraphie qu'au cours du dernier Conseil des ministres aurait été prise une décision définitive relative à l'attitude de la Grèce dans le conflit actuel.

D'après ce correspondant, la Grèce ne persisterait pas dans son attitude d'attente, mais se montrerait bientôt très active.  
Toutefois, le correspondant ne dit pas comment, et dans quel sens, la Grèce devrait cette preuve d'activité.

**La réponse des puissances centrales à la démarche grecque**  
Paris, 21 Décembre.  
On mande d'Athènes au Morning Post : La réponse des puissances centrales à la démarche du gouvernement grec a été reçue samedi soir. Elle déclare que leur attitude dépendra du développement des opérations militaires et ne fait aucune allusion à la participation des troupes bulgares et turques dans l'éventualité d'une campagne en territoire grec.

**Les élections grecques**  
Les abstentions à Salonique  
Salonique, 21 Décembre.  
A Salonique, sur 28.000 électeurs, 4.500 seulement se sont présentés aux urnes.  
La signification du scrutin  
Athènes, 21 Décembre.  
Les résultats des élections ne sont pas entièrement connus encore. Les chiffres communiqués jusqu'à présent permettent cependant d'affirmer que plus de trois quarts de la Chambre seront royalistes.  
Tandis que les partis gouvernementaux chantent victoire, les organes du parti libéral affirment que le résultat des élections constitue un échec pour le gouvernement, en raison de la masse importante des abstentions.

Le Hestia écrit : « Les élections d'hier font ressortir deux faits : 1<sup>o</sup> que le peuple hellène pénétré de ses obligations vis-à-vis de la Constitution dont la sauvegarde fut confiée à son patriotisme, a condamné, par son abstention, les élections faites par ses constitués ; 2<sup>o</sup> que le peuple a affirmé sa confiance en M. Venizelos, qui lui réalisa toujours ses grands projets visant la Grèce qu'il veut faire libre et indépendante, et qui, pour la remettre forte et glorieuse à ses successeurs. »

**La nouvelle situation des partis**  
Athènes, 21 Décembre.  
Il faut attendre deux ou trois jours avant de pouvoir déterminer d'une façon exacte la situation des partis. Le nombre des royalistes, suite de l'abstention des royalistes, étant gouvernementale, sauf d'indignes exceptions, il s'agira d'établir les forces respectives des divers ministres royalistes, en raison de la majorité ou de la minorité.

On croit que les partisans de M. Gounaris se chiffrent par 220 à 250. Toutefois, un changement ministériel est improbable.  
M. Gounaris a donné l'assurance d'une parfaite coopération de tous les membres du Cabinet actuel, qui aura l'appui de la majorité.

**Les deux fils des électeurs n'ont pas pris part au vote**  
Athènes, 21 Décembre.  
M. Venizelos se montre extrêmement satisfait du résultat des élections. Ses partisans considèrent que le nombre des abstentionnistes est élevé à 19.321, contre 79.923 dans les élections précédentes.  
On pense que le tiers seulement des sept cent mille votants des mois de mai dernier ont pris part au scrutin.

A Salonique, les élections ont eu lieu au milieu de l'indifférence générale. Sur 33.263 électeurs, 4.000 seulement ont voté.  
Le matin du vote, une circulaire était remise à tous les électeurs pour les engager à voter. Elle prétendait que M. Venizelos voulait la guerre, le roi, disait-il, circulait, mais la veit pas; le roi demandait son avis au peuple. La circulaire prétendait, en outre, que M. Venizelos voulait la révolution contre le roi, et entraîner le pays dans la guerre. Elle se terminait ainsi : « Voulez-vous sauver la Patrie ? Voulez-vous sauver votre roi ? Venez et votez tous ! »

La réponse faite par la Grèce, disent les amis de M. Venizelos, constitue, en le voit, un éclatant témoignage de l'influence de ce dernier sur le pays.  
Un article de la « Patrie »  
A l'occasion de la comédie électorale, le journal Patrie publie sous ce titre, et sous la signature : « Philaretes », un article documenté dont voici le résumé :

Notre régime politique a été renversé de fond en comble par l'implantation de la guerre, du principe constitutionnel insoutenable d'après lequel « la responsabilité de la politique extérieure dans les grandes circonstances nationales incombe à la couronne », nonobstant les formes constitutionnelles, est responsable de ses actes devant Dieu ».

Deux dissolutions de la Chambre ont été provoquées dans l'espace de quelques mois pour fausser la volonté nationale qui s'était nettement exprimée en faveur de la participation de la Grèce aux côtés des puissances de l'Entente.

Seul, Bismarck a imposé en Allemagne de pareilles théories constitutionnelles autocratiques.  
C'est lui qui avait dit : « Je tiens le Parlement par le parlementarisme ».

Notre Constitution a toujours eu pour principe immuable que toutes les autorités viennent du peuple. Toutes les tentatives faites

Jusqu'ici pour diminuer l'autorité du peuple ont échoué.  
Les deux conseillers germano-grecs de la couronne ont encouragé les luttes du peuple grec durant l'autocratie bavaroise pour le triomphe des droits de la souveraineté nationale.

Le peuple grec aime et honore son roi, mais il considère sacrée sa charte constitutionnelle. La Constitution veut que le roi soit haut placé à l'abri des responsabilités personnelles.  
Le gouvernement seul est responsable devant le Parlement.

Si ce Parlement a cessé d'exprimer la volonté du peuple, le roi le doit de le dissoudre, mais les dissolutions successives en vue de former un parti de la Cour ne sont pas permises, parce que les vagues politiques grossissent durant la lutte venant sur le rocher sur lequel est bâti le trône royal.

**Sur le front franco-anglais**  
La fortification des positions des Alliés à Salonique  
Salonique, 21 Décembre.  
Le correspondant de la Hellas, revenant du front français, raconte que les troupes françaises ont remonté la ligne de chemin de fer, occupé deux stations après Karassouf, et miné les ponts pour entraver l'avance ennemie. De nombreux renforts français remontent la voie ferrée. Les Français suivent attentivement les mouvements bulgares, grâce à leurs avions qui exécutent journellement des reconnaissances au-dessus des positions bulgares et ont constaté à diverses reprises que les Bulgares manquaient de canons.

D'importantes forces bulgares parties du front français pour l'Albanie, afin d'empêcher le ravitaillement des Serbes. Des trains spéciaux anglais ont commencé à circuler sains sur la ligne des chemins de fer orientaux. Le même jour, trois transferts, un français, deux anglais, sont arrivés et ont débarqué des soldats illégaux, des bicyclettes, obus, fils de fer barbelés, du matériel télégraphique et des aérodromes.

**Les Bulgares à la frontière grecque**  
Milan, 21 Décembre.  
L'envoyé spécial du Corriere della Sera à Salonique reçoit les renseignements suivants : Les Bulgares s'appliquent fiévreusement à réparer les dégâts que les Français, en se retirant, ont faits à toutes les voies de communication. Ils sont installés sur une ligne passant par Stroumitza-Melektovo-Valandovo-Rabrovo. Sur le front Doiran-Guevgueli, leurs troupes ne forment qu'un mince couverture.

Paris, 21 Décembre.  
On mande de Milan, à la Liberté : L'envoyé spécial du Secolo dans les Balkans télégraphie de Seres : Tout le long de la frontière gréco-bulgare, l'ennemi ne donne aucun signe d'activité et ne montre pas l'intention de la traverser. Les Anglo-Français terminent leur concentration et s'apprêtent à la défense. La ville et la gare de Doiran sont occupées par une cinquantaine de soldats grecs. Entre le front bulgare-allemand et le front franco-anglais, il y a une distance d'une trentaine de kilomètres.

**Dans les Dardanelles**  
Les pertes turques  
Genève, 21 Décembre.  
On télégraphie de Constantinople que des navires anglais ont bombardé Arbourou et repoussé les Turcs derrière leurs montagnes; 800 ennemis sont morts ou blessés.  
Jeudi, notamment, les batteries turques ont souffert beaucoup du feu anglais.

**Le retrait des troupes de l'Anzac**  
Londres, 21 Décembre.  
Le Daily Telegraph dit qu'on annonce le retrait des troupes de l'Anzac, opération qui avait été jugée dangereuse par plusieurs des meilleurs experts militaires. On nous apprend que cette grande armée a été retirée sans que les Turcs s'en aperçoivent. C'est presque incroyable, et cela fait honneur aux généraux qui ont commandé l'opération.  
Nous devons continuer à occuper la pointe occidentale de la presqu'île de Gallipoli avec les Français.

Londres, 21 Décembre.  
Le Daily Graphic dit : « La nouvelle du retrait des troupes de l'Anzac sera apprise avec regret, car l'offensive sur ce point a échoué, mais avec soulagement, car ce retrait s'est effectué heureusement. »  
Du Morning Post : « L'opération était d'autant plus difficile qu'elle fut entreprise au cours de la mauvaise saison. »  
Du Times : « La science et l'habileté qui ont marqué cette retraite en font une chose remarquable, car de pareilles opérations impliquent toujours de lourdes pertes. Les généraux et la Marine doivent donc être félicités. »

**Sur le Front monténégrin**  
Les Autrichiens se heurtent à de graves difficultés  
Berne, 21 Décembre.  
On télégraphie de Vienne à la Gazette de Francfort : Nos troupes avancent de trois côtés contre les unités principales des Monténégrins à Bérana. Elles avancent de Nord, de l'Est. Bérana est solidement fortifiée et possède plusieurs forts sur les hauteurs de Krusovica-Planina. Une série de fortifications solides ont été établies.

De durs combats attendent nos troupes autour de Bérana, cette ville se trouvant sur des hauteurs rocheuses difficilement accessibles qui offrent des positions de défense excellentes.

**Les Bulgares à Monastir**  
Ils deviennent le drapeau des Etats-Unis, envahissent l'hôpital américain et s'emparent du stock de farine  
Londres, 21 Décembre.  
Les forces bulgares occupent maintenant Monastir. Elles sont commandées par des officiers et comprennent une troupe de cavalerie considérable.  
Le consul américain de Salonique a été spécialement avisé par le docteur Stewart que, le 9 décembre, les autorités bulgares de cette ville avaient demandé à la Croix-Rouge américaine de leur remettre, contre un prix élevé, la farine qu'elle possédait. Un refus leur ayant été opposé, les Bulgares menacèrent de s'emparer par la force des provisions de farine.

Le docteur Forbes fit alors hisser le drapeau des Etats-Unis au-dessus de l'entrée de l'hôpital.  
Le lendemain, une escouade de soldats bulgares, commandée par un officier, somma les Américains de les laisser entrer à l'hôpital, et, sur un refus, l'officier bulgare s'écria en montrant le drapeau : « Je connais ce chiffon, bon à effrayer seulement les Mexicains. » Il ordonna à ses soldats de déchirer le drapeau et d'envahir l'hôpital.

Les soldats obéirent, saisirent M. Forbes qui essaya de résister, tandis que l'officier le frappait à coups de plat de sabre.  
Les soldats réquisitionnèrent ensuite la farine et la placèrent sous scellés.  
L'officier partit, laissant des sentinelles à toutes les entrées de l'hôpital.  
Le docteur Forbes demanda la permis-

sion de partir pour la Grèce, ce qui lui fut refusé.  
L'incident a été porté à la connaissance du gouvernement américain.  
Comme excuse, les Bulgares objectent qu'en arrivant à Monastir ils étaient tellement à court de pain, que la ration quotidienne des soldats était réduite à un demi-pain.

**En Serbie**  
L'héroïsme des Serbes durant leur retraite  
Chicago, 21 Décembre.  
Le correspondant de guerre du Chicago Daily News termine comme suit une émouvante description des souffrances endurées par les Serbes lors de leur retraite de Prizrend à Scutari : La croyance est générale chez les Serbes que leur vieux roi-soldat mourra en héros sur le champ de bataille, plutôt que d'aller en exil.

Le prince héritier est arrivé à Scutari, après une chevauchée de dix jours, sans autres bagages qu'une brosse à dents, un savon, une serviette et un peigne, contenus dans ses poches. Tout le reste était tombé entre les mains de l'ennemi. L'empereur accompagné d'un officier et d'un soldat de la Garde.

Les autres membres de sa suite avaient été perdus en route.  
Le prince héritier est arrivé à Scutari, après une chevauchée de dix jours, sans autres bagages qu'une brosse à dents, un savon, une serviette et un peigne, contenus dans ses poches. Tout le reste était tombé entre les mains de l'ennemi. L'empereur accompagné d'un officier et d'un soldat de la Garde.

Les autres membres de sa suite avaient été perdus en route.  
Le prince héritier est arrivé à Scutari, après une chevauchée de dix jours, sans autres bagages qu'une brosse à dents, un savon, une serviette et un peigne, contenus dans ses poches. Tout le reste était tombé entre les mains de l'ennemi. L'empereur accompagné d'un officier et d'un soldat de la Garde.

**Le roi Pierre à Valona**  
Brindisi, 21 Décembre.  
Le roi Pierre de Serbie est arrivé à Valona le 19.

**En Bulgarie**  
Le mécontentement augmente contre les Allemands  
Rome, 21 Décembre.  
On mande de Serres au Secolo que des déserteurs bulgares russophiles affirment que le mécontentement augmente dans l'armée bulgare contre l'arrogance des officiers allemands. Pres de Stroumitza, un soldat a tiré trois coups de revolver sur le général Theodoroff qui n'a pas été atteint.

L'officier d'ordonnance du général a été atteint. Les meurtriers ont été tués. L'occupation de Monastir, le général Theodoroff a prononcé un discours où il a affirmé que les Bulgares allaient libérer Oxrida, Struga, et qu'ils marcheraient ensuite vers l'Adriatique.

**En Mésopotamie**  
L'échec des Turcs leur a coûté 2.500 hommes  
Londres, 21 Décembre.  
Le général Townshend estime que les Turcs n'ont pas perdu moins de 2.500 hommes dans l'affaire d'arrière-garde du 1<sup>er</sup> décembre et dans l'attaque avortée de la position britannique de Kut-el-Amara, dans la nuit du 12 au 13 décembre.

Pendant la nuit du 17 au 18 décembre, des détachements mixtes anglais et indiens ont surpris les Turcs dans leurs tranchées avancées, tuant 300 hommes et faisant 11 prisonniers.  
Les journées des 18 et 19 ont été calmes.

**En Allemagne**  
Le manque de vivres suscite de nouveaux troubles  
La Haye, 21 Décembre.  
De nouveaux troubles graves causés par la pénurie des vivres auraient éclaté à Cologne et Munster; la police, impuissante, aurait dû faire appel à l'armée.

Genève, 21 Décembre.  
On nous confirme de source certaine, écrit le « Journal de Genève », la nouvelle de manifestations bryuantes dans les rues de Berlin.  
Les milliers de femmes ont défilé au cri de « Brot und friede » (du pain et la paix). Elles ont été dispersées par la police à cheval.

**Un Hommage aux Fusiliers marins**  
La Commission de la Marine de guerre va saluer leur drapeau sur le front.  
Dunkerque, 21 Décembre.  
Une délégation de la Commission de la Marine de guerre, composée de MM. Charles Chaumet, président; Le Bail, vice-président; de Lavignin, Loquin et Villaut-Duchesnois, est allée sur le front saluer le drapeau des fusiliers marins. Après une visite aux canonniers, le commandant, entouré des officiers du bataillon, a présenté le drapeau M. Chaumet a prononcé l'allocution suivante :

« Ici venant ici saluer votre drapeau, ce drapeau confié à moi et à quelques mois à peine à vos mains vaillantes, et que déjà votre héroïsme a illuminé d'une auréole de gloire, la Commission de la Marine de guerre a voulu vous apporter, sur le théâtre même de vos exploits, l'hommage de la reconnaissance nationale. »

« Certes, la France ne saurait établir d'injustes distinctions entre ses valeureux enfants, qui combattent et qui meurent pour elle. Tous, elle les entoure d'un égal amour, de cet amour maternel si bien défini par les poètes. Chacun en sa part, et tous l'ont en entier, mais n'est-il pas légitime de rappeler que parmi tant de vaillants, vous êtes les plus vaillants, que parmi tant de héros, vous êtes les plus héroïques, que parmi tant de soldats, vous êtes les plus distingués, que parmi tant de soldats, vous êtes les plus distingués. Vos poitrines furent l'obstacle invincible sur lequel se brisa l'invasion. »

« Non, sommes heureux et fiers que votre bataillon demeure ici, avec votre drapeau. Votre présence n'apporte pas seulement à nos armes une force matérielle. Elle a aussi la vertu de servir d'exemple. Elle est un levain d'émulation patriotique et provoquera vos frères d'armes à rivaliser de bravoure avec vous. Et si même, à l'arrière, quelques civils paraissent, à certains moments, un peu fatigués de tenir, et laissent apparaître des traces de défection, je suis sûr qu'il suffira, pour ranimer dans tous les cœurs la confiance et l'enthousiasme, de leur parler des fusiliers marins. Honneur à eux ! »

Le commandant a remercié avec émotion les délégués de l'hommage rendu à la brigade des fusiliers marins, puis, M. Terquem, maire de Dunkerque, qui accompagnait les délégués, en qualité de capitaine d'état-major, a ajouté : « Permettez au capitaine Terquem de se rappeler qu'il est maire de Dunkerque, et que vous n'êtes pas seulement des soldats, mais que vous êtes des citoyens, et que si les horreurs de l'invasion lui ont été éternisées elle le doit surtout aux fusiliers marins. »

Les délégués se sont ensuite rendus dans les tranchées où ils sont allés rendre visite aux vaillants marins, qui les défendent, ils ont rapporté de leur voyage les impressions les plus réconfortantes.  
C'est aussi mon avis.

**L'Action russe**  
Les Allemands sont battus sur le front Riga-Dvinsk  
Genève, 21 Décembre.  
De la Tribune de Genève : L'offensive allemande sur le front de Riga-Dvinsk a piteusement échoué. Le maréchal de Hindenburg a été forcé de retirer ses troupes devant la vigoureuse contre-attaque russe; cinq divisions allemandes se sont repliées sur Tukum, dont les Russes se rapprochent tous les jours davantage.

Les Allemands, dans leur retraite, ont entré des canons et abandonné de grandes quantités de matériel.  
Près de Dvinsk, les Allemands, malgré leurs sacrifices en hommes, ne sont pas parvenus à passer la Dyvina, et ont évacué plusieurs lignes de tranchées qui se trouvaient sous le feu direct de l'artillerie russe.

La bataille a été particulièrement acharnée près d'Uykuil.  
La santé du général Rousski  
Pétrograde, 21 Décembre.  
L'empereur a adressé au général Rousski, relevé de ses fonctions de commandant en chef des armées du front Nord, un rescrit dans lequel il constate que le grand labour fait par le général pour réaliser la lourde et grave tâche de la défense de la capitale, a compromis sérieusement sa santé qui de ce fait a été atteinte.

Le général Rousski, commandant en chef de l'armée serbe, qui a deux reprises, a conduit les Serbes à la victoire, est maintenant frappé d'incapacité physique, mais les Russes, uniquement mus par un sentiment superstitieux, le retiennent comme chef de l'armée. Il est âgé de 71 ans, et si faible qu'il ne pouvait se rendre au quartier général, parce qu'il avait sept marches d'escalier à monter.

Les soldats s'étant procuré une caisse en bois de quatre pieds carrés, y clouèrent deux perches sur les côtés, ayant mis un peu de paille dans la caisse. L'officier général litère pour transporter leur chef, incapable de faire 300 yards à pied en terrain plat, à travers les montagnes jusqu'à Scutari.

**Le général Pau reçu par le tsar**  
Pétrograde, 21 Décembre.  
L'empereur a reçu à Tzarokot-Selo le général Pau.

**Un Mémorial de Guerre**  
Il contiendrait la liste des morts au champ d'honneur et des combattants cités à l'ordre du jour.  
Paris, 21 Décembre.  
M. Escudier et un très grand nombre de députés ont déposé la proposition suivante : ARTICLE PREMIER. — Il sera établi, selon les documents authentiques, par les soins des ministères de la Guerre et de la Marine, un Mémorial de Guerre. Ce recueil renfermera la liste des combattants tombés au champ d'honneur.

ART. 2. — Il sera également établi une liste des citations à l'ordre du jour.  
ART. 3. — Ces deux recueils seront déposés au Panthéon, dans un monument édifié à cet effet.  
ART. 4. — Des extraits seront déposés, chacun en ce qui le concerne, dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement, et dans les archives communales.

ART. 5. — Les familles des victimes et des bénéficiaires des citations à l'ordre du jour recevront des feuilles individuelles du Mémorial, avec la mention : « Inscrit au Mémorial du Panthéon. »

**Une touchante initiative**  
La ville de Cassel envoie dix francs à ses prisonniers en Allemagne  
Hazebroeck, 21 Décembre.  
Le Conseil municipal de Cassel, près d'Arras, a décidé à l'unanimité d'adresser un secours de dix francs à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An à chaque soldat originaire de cette ville prisonnier en Allemagne.

**En France**  
Un officier d'administration en Conseil de Guerre  
Châlons-sur-Marne, 21 Décembre.  
L'officier d'administration de 2<sup>e</sup> classe Ribou est passé en Conseil de guerre, pour malversations remontant aux mois d'août et septembre 1914. Ribou, qui était marchand de bêtes à Châlons, avait été chargé de la direction du parc de bestiaux d'une division d'infanterie. On estime à 68.000 francs ses détournements. Après deux jours entiers de débats et une allocution plénière de M. Henri Robert, Ribou a été condamné à cinq ans de réclusion et à la dégradation militaire.

**A travers les Journaux**  
Paris, 21 Décembre.  
L'Homme Enchaîné. — Les femmes et la guerre. — De M. G. Clemenceau : Le Figaro ridiculise l'idée qu'on se fait jour à jour et à l'heure de la véritable mobilisation des femmes, soit pour augmenter le nombre des usines, soit pour remplacer les hommes dans les travaux où ils peuvent être remplacés. Hélas ! les chefs militaires nous ont fait croire que si on les laissait aller, ils feraient des ravages de saut de saut de saut de saut d'année.

« Sait-on que dans leur crise d'efféctivité qui leur annonce le commencement de la fin, les Allemands ont fait de la mobilisation des femmes un travail du fond dans le bassin de la Ruhr ? Il semblerait que notre destinée soit d'être toujours en retard, mais nous avons montré que nous savons rattraper le temps perdu. A l'œuvre et partout ! Le programme est bien simple. Que pas un homme de l'arrière n'occupe une place, je dis une seule, où une femme, dans la plénitude de ses moyens, soit en état de le remplacer. »

« N'avez-vous pas dit aux ébahis que leur jour viendrait plus tôt qu'ils ne pouvaient croire ? Beaucoup ont pris le chemin du front, on peut être sûr de l'avenir (car il y en a) et les ont tentés. Patience, les tranchées voudront les avoir, mais que ceux de l'arrière n'attendent pas de voir les leurs travailler des sœurs sont à leur poste de combat. Je suis de ceux qui les y encourage. Les hommes de main sont les busards. Ils proclament eux-mêmes qu'ils ont des besoins de force et de technique ne se passant pas par la main et que nous devons leur place d'un homme que son âge appelle au combat. Je sais que rien ne nous presse encore, il nous faut le temps de nous organiser. L'occasion ne tardera pas d'enfermer dans le détail de la manœuvre. Les belles dames elles-mêmes, qui sont l'ennemi, mais non la substance profonde de la nation française, pourront se rendre utiles en mouvant les petits des ouvriers au labour. Tout le monde sera les armes, il ne faut pas que la France soit moins fière de ses femmes que de ses enfants. »

La Guerre Sociale. — Le Congrès socialiste de la Seine, sous M. G. Hervé : On connaît le résultat du vote. La motion qui appelait celle des pacifistes belais, s'ils veulent bien le permettre, la motion Bonin, obtint 99 voix sur 100. La motion Longuet en obtint 400. La motion Renaudel, lui-même, obtint 400. La motion Renaudel, lui-même, obtint 400. La motion Renaudel, lui-même, obtint 400.

« Si vous les additionnez, les voix des deux motions Longuet et Renaudel sont de 499. Elles signifient la même chose, et ne veulent de rapprochement avec les socialistes allemands qu'après avoir été votées. »

notre victoire, cela fait une jolie majorité de 1000 voix contre 500.  
Cinq cents pacifistes belais dans la Fédération de la Seine, vous trouvez que c'est peu, mais que c'est aussi mon avis.

**La Journée Parlementaire**  
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Paris, 21 Décembre.  
La séance est ouverte à 3 heures 20, sous la présidence de M. Paul Doumer.  
Le président prononce l'éloge funèbre de MM. Edouard Vaillant, député socialiste de Paris, et Edmond Chapuis, député du Jura.

**L'Envoi gratuit d'un Coils d'un kilo aux Soldats**  
M. Camille Picard a la parole pour donner lecture, au nom de la Commission des P.T.T., d'un rapport sur une proposition de loi concernant l'envoi gratuit aux militaires de colis d'un poids maximum de 1 kilo, à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An. Cette proposition s'applique aux militaires de la zone des armées en France, dans les colonies et en Orient, jusqu'au 6 janvier inclus.

Il conclut en demandant à la Chambre le vote immédiat de cette loi, qui apportera, dit-il, un rayon d'affection dans cette convention.  
M. J.-L. Dumesnil s'associe à son collègue, au nom de la Commission du budget. Il regrette d'avance le personnel des Postes, déjà si surchargé, qui aura à assurer ce surcroît de besogne.

M. Clément, ministre du Commerce, explique que, dès le 15 novembre, le gouvernement avait pris l'initiative de cette convention. Le quartier général et le ministre de la Guerre y avaient aussitôt adhéré, mais les Compagnies de chemin de fer avaient fait des difficultés. La loi nouvelle aura pour effet d'augmenter le poids de 250 à 300.000 colis supplémentaires pendant sa période d'application, mais des mesures ont été prises pour que le personnel puisse faire face à cette manutention indispensable, conclut le ministre, que ces colis arrivent à temps qui apportent à leurs destinataires, avec le souvenir du foyer, le témoignage de notre admiration respectueuse pour leur vaillance.

L'ensemble de la loi est adopté.  
**Le régime douanier à la frontière suisse**  
L'ordre du jour appelle ensuite la discussion des conclusions de la Commission des douanes sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Fernand David, concernant la dénonciation de la convention du 14 juin 1851, relative au régime douanier entre la France et la Suisse, dans la zone franche de la Haute-Savoie.

M. Briand, président du Conseil, demande à l'auteur de ne pas insister sur l'adoption de sa proposition. Le moment, dit-il, n'est pas opportun pour dénoncer cette convention. Notre geste pourrait mal interprété par nos voisins suisses, qui vivent sous ce régime. Le ministre des Affaires Etrangères occupe la parole. Certes, nous sommes en droit de réclamer la dénonciation de cette convention, mais il y a la manière dans l'exercice d'un droit. Cette dénonciation d'une convention conclue par nos ancêtres, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire.

M. F. David remercie le président du Conseil de son insistance amicale, mais il ne peut s'y rendre, c'est un devoir pour lui de demander à la Chambre une solution à cette question importante. Certes, nous sommes en droit de réclamer la dénonciation de cette convention, mais il y a la manière dans l'exercice d'un droit. Cette dénonciation d'une convention conclue par nos ancêtres, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire, nous ne pouvons la faire.

Par 366 voix contre 152, le renvoi est ordonné.  
**Les Permissions aux Soldats sur le Front**  
Paris, 21 Décembre.  
Le projet de loi est ensuite discuté par M. Deyris. La façon dont sont octroyées les permissions aux officiers et soldats du front : Sur l'application de la circulaire du 4 novembre 1914, les permissions sont octroyées aux officiers et aux soldats pour leur droit de réclamation : Sur le fonctionnement du service des renseignements aux familles des combattants : Le général Gallieni monte à la tribune. Tout soldat a droit de faire entendre sa réclamation, dit-il. J'ai proclamé ce droit et n'ai pas à revenir. Des instructions ont été données pour que les soldats puissent en jour sans encombre.

Pour ce qui est des renseignements aux familles des militaires, ceux-ci sont envoyés par les soins des officiers, mais les soldats ont souvent des impressions fautes. Les chefs de corps reçoivent de nombreuses lettres pour un même homme. Il ne peut pas possible d'y répondre. Il faut mieux user du moyen régulier, écrire au dépôt qui transmet la réponse, par l'intermédiaire du maire de la localité où l'on habite. En ce qui touche, entre les permissions, elles sont accordées à tous les militaires, ayant six mois de présence au front, dans la proportion de 5 % pour les troupes de première ligne et de 10 % pour les troupes de l'arrière. Elles sont de deux jours pleins, plus deux jours supplémentaires pour les militaires décorés de la Croix de guerre. Elles sont accordées aux hommes des plus belles classes et aux pères de familles nombreuses en premier rang. Le trajet d'aller et retour n'est pas compris dans la durée du congé. Le général en chef donne encore des renseignements sur les permissions, et dit mieux que le général en chef ne comprend l'intérêt de ces permissions, et le ministre donne lecture d'une de ses notes de service, en date du 11 décembre, invitant les commandants d'armées à augmenter le pourcentage de départ des hommes qui n'ont pas encore été en permission et à veiller, par contre, à ce que les officiers d'y aillent pas plus souvent que les hommes.

Il fera part au général Joffre des suggestions de M. Deyris pour qu'il y soit donné satisfaction.  
Le président donne lecture de l'ordre du jour de M. Deyris ainsi conçu : La Chambre, confiante dans le gouvernement pour prendre toutes les mesures utiles afin d'assurer : 1<sup>o</sup> Une transmission plus sûre des réclamations des soldats ; 2<sup>o</sup> Un fonctionnement plus rapide et plus exact du service des renseignements aux familles ; 3<sup>o</sup> Une répartition plus équitable des permissions aux officiers et soldats du front, passe à l'ordre du jour.

Le projet de loi est adopté.  
**Les vêtements chauds sur le front**  
La Chambre aborde ensuite la discussion de l'interpellation de M. Déglièze sur la distribution des vêtements chauds du linge et du mode de couchage des soldats.

La répartition se fait inégalement, suivant les unités. Dans certaines unités, on procède au tirage au sort des vêtements, au lieu de les distribuer à ceux-là seuls qui en ont besoin. Les soldats ont été tolérés dans certains régiments, interdits dans d'autres.

Le général Pédoya donne communication des renseignements donnés à la Commission de l'armée par le ministre relativement aux vêtements chauds. Il en résulte que nous en avons énormément en réserve. Si des corps d'armée ont manqué, il n'y a pas eu de demande à l'intendance.

**Discours du général Gallieni**  
Le général Gallieni reconnaît que des envois de vêtements chauds ont été faits, mais que l'intendance n'a pas pu en faire à la hauteur de sa tâche. La variation des effectifs est aussi une cause de flottement dans les expéditions, ainsi que les changements de corps d'armée pour certains hommes.

On étudiera un mode de répartition plus simple et déjà le général en chef a prescrit l'accélération de l'envoi des vêtements. Des sanctions ont été prises contre les responsables. Pour l'intendance du Mans, le directeur de l'entreposage a été rendu à la vie civile. L'intendant militaire a été nommé. L'entreposage a été réorganisé et on a établi des dépôts à Mézières et à Tours.

Chaque régiment recevra une collection de couvertures, une en cas de pluie, une collection de linge de corps pour le couchage. On a fourni du bois de chauffage pour faire des lits. Des baraquements ont été élevés en grand nombre au front, tant en France qu'en Orient.

Le général Gallieni conclut ainsi : « Je ne voudrais pas dire trop de mal de l'intendance de la Guerre (en 1914), mais la mentalité française, notre habitude de routine, sont surtout responsables de la situation. Il faut agir au nom du bon sens, malgré le règlement (applaudissements unanimes), et ne pas invoquer le bon sens contre le règlement (vifs applaudissements). Je suis en train d'essayer d'opérer cette révolution. (Vifs applaudissements.) »

Le président consulte la Chambre sur l'ordre du jour Déglièze, ainsi conçu : La Chambre prend acte des engagements du gouvernement pour organiser la distribution rapide des vêtements chauds aux soldats, tant au front qu'à l'arrière ; pour prendre toutes les sanctions utiles à cet égard ; pour assurer la maintenance en état des lettres postales aux hommes, et passe à l'ordre du jour.

M. Dumesnil, — Après les réponses si rassurantes de M. le ministre de la Guerre, je demande que l'on agisse, en tête de l'ordre du jour, les mots « Confiance dans le gouvernement ». (Applaudissements.)

L'ordre du jour, ainsi modifié, est adopté.  
M. Peyrou interpelle ensuite sur différents points de la situation militaire. Il demande au ministre de la Guerre quelles mesures il compte prendre pour empêcher le retour.

Le général Gallieni s'excuse de paraître si souvent à la tribune, lui, qui est un homme d'action bien plus qu'un orateur. Il explique que des instructions ont été données pour que les hommes dégagés de toute obligation militaire, puissent contracter des engagements spéciaux, même s'ils ne disposent que de quelques heures par jour. On pourra les utiliser pour remplacer les auxiliaires qui, à leur tour, pourront, au besoin, remonter dans les formations de l'arrière. On leur permettra de contracter des engagements spéciaux, même s'ils ne disposent que de quelques heures par jour. On pourra les utiliser pour remplacer les auxiliaires qui, à leur tour, pourront, au besoin, remonter dans les formations de l'arrière. On leur permettra de contracter des engagements spéciaux, même s'ils ne disposent que de quelques heures par jour. On pourra les utiliser pour remplacer les auxiliaires qui, à leur tour, pourront, au besoin, remonter dans les formations de l'arrière.

La séance est levée à 7 h. 20 et renvoyée à jeudi prochain, 3 heures.

**Arrivées de Courriers**  
Le gouverneur de Cayan à Marseille  
A bord du péninsulaire Mongolia, arrivé hier matin, dans notre port, venant des Indes, avait pris passage Sir Roberts Chalmons, gouverneur de Cayan (Pays-Bas).

Sir R. Chalmons, qui se rend à Londres pour participer aux travaux du gouvernement anglais, est reparti dans l'après-midi par le paquebot « Paal », de la Compagnie « Mongolia ». Ce paquebot avait, outre 271 passagers, parmi lesquels 38 policiers de Bombay qui sont encaqués pour la durée de la guerre







